

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 17/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 2024-350
Code AIOT : 0005401977

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement DIJON CEREALES implanté 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES
- 4 Boulevard de Beauregard BP 4065 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401977
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est implanté sur 12 hectares sur la commune de LONGVIC (Référence cadastrale BW N° 6) et constitue une plateforme de distribution de produits et équipements agricoles. Le site est le stockage central de la coopérative pour notamment les produits agro-pharmaceutiques.

Le site est composé :

- d'un bâtiment destiné au stockage de produits phytosanitaires destinés à l'agriculture comprenant 5 cellules de stockage (produits toxiques, inflammables, soufrés et dangereux pour l'environnement) ;
- d'un bâtiment destiné au stockage de produits et matériels divers pour l'agriculture (produits non classés par la nomenclature), d'une chaufferie, d'un local de charge d'accumulateurs et d'un atelier d'entretien ;
- deux stockages extérieurs (stockages de bois et de bâches plastiques/ semences/terreau) ;
- d'un bâtiment administratif, siège social de l'entreprise ;
- d'une salle de réunion indépendante.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 août 2001, complété par les arrêtés complémentaires des 24 juillet 2008, 1er août 2008 et 6 avril 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Organisation des stockages et nature des produits stockés	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Organisation des stockages	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Nature des produits stockés - Stabilité de produits stockés	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Organisation des stockages et nature des produits stockés	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Exploitation - ouverture de portes	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Organisation des stockages	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Sans objet
6	Exploitation - manipulation	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Sans objet
7	Exploitation - Les produits incompatibles	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Sans objet
8	Organisation des stockages	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5	Sans objet
10	Les installations électriques	AP Complémentaire du 06/04/2018, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement Dijon Céréales vise à contrôler les conditions de stockage, notamment de stockage pour les produits relevant de la rubrique 4xxx, en fonction de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/04/2018.

L'exploitant respecte globalement les prescriptions concernant le stockage dans les cellules agro-pharmaceutiques. L'état des stocks et listing dédié à l'astreinte doivent être améliorés.

Une surveillance plus poussée des conditions de stockage et notamment de la température dans les cellules agro-pharmaceutiques et de la quantité de matières stockées dans la cellule D6 est à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des stockages et nature des produits stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5		
Thème(s) : Risques accidentels, STOCKAGE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES		
Prescription contrôlée :		
Tous les produits phytosanitaires seront stockés exclusivement dans le bâtiment dédié à cet usage. Ils seront entreposés par classe de risque selon les dispositions suivantes		
Cellule	Produits stockés	Quantité maximum stockée
D1 et D2	Produits phytosanitaires non inflammables, nocifs, irritants et autres	1 300 t
D3	Produits phytosanitaires	350 t

Cellule	Produits stockés	Quantité maximum stockée
	inflammables et toxique inflammable.	
D4	Produits phytosanitaires à base de soufre	75 t
D5	Produits phytosanitaires toxiques non inflammables	190 t
D6	Zone de préparation	Aucun stockage permanent
TOTAL	1 915 t	

Constats :

Voir la partie confidentielle

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En sachant, qu'aujourd'hui, les cellules agro-pharmaceutiques contiennent des quantités non négligeables de produits autres que produits phytosanitaires, le listing destiné à l'astreinte doit rendre compte de la situation réelle dans les cellules.

Tous les produits phytosanitaires doivent apparaître dans le listing quotidien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, La cellule D3

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Aucun produit toxique et inflammable n'est stocké en dehors de la cellule D3 réservée à cet effet. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de visite sur le site, aucun produit étiqueté comme toxique et inflammable n' a été constaté dans d'autres cellules que la D3.</p> <p>La cellule D3, dédiée au stockage des produits à caractère inflammable, peut recevoir n'importe quels autres produits agro-pharmaceutiques. En effet, les produits non inflammables sont également stockés dans cette cellule.</p> <p>A la réception du produit, l'opérateur vérifie le nom, sa nature et les pictogrammes présents sur les emballages afin d'affecter le produit dans la cellule dédiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Organisation des stockages

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, La cellule D6</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La cellule D6, affectée à la préparation des commandes, sera vide en fin de journée, la quantité maximale stockée durant les heures de travail est limitée à 25 tonnes. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, la quantité stockée ne dépasse jamais 25 tonnes (environ 25 palettes). La surface de la cellule D6 (90 m²) ne permet pas de stocker plus de 25 palettes à moins de les empiler l'une sur l'autre, mais cela rendra difficile les manœuvres des chariots.</p> <p>Le jour de l'inspection, 4 palettes de produits nocifs ou irritants, dangereux pour la santé et pour l'environnement, étaient présentes dans la cellule D6.</p> <p><u>Observation 1 :</u></p> <p>Aucune procédure ou système de contrôle de quantités stockées ou d'avertissement de dépassement éventuelle de la quantité autorisée dans la cellule D6 n'est mis en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une limitation systématique et contrôlée de la quantité stockée, et notamment de la hauteur du</p>

stockage, dans la cellule D6 , doit être mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Nature des produits stockés - Stabilité de produits stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité de produits stockés
Prescription contrôlée : [...] Tous les produits stockés sont stables dans les conditions normales (T° < 35°C). [...] Constats : Les produits chimiquement instables, comme des peroxydes, ne sont pas stockés dans l'entrepôt. Les données physico-chimiques des produits entreposés peuvent être consultées via FDS, qui sont accessibles de chaque poste de travail ou via les bases de données Prodate (BdD des coopératives) et Geode - la base des données interne. Observation 2 : Selon l'exploitant, la température des cellules D (cellules agro-pharmaceutiques) ne dépasse jamais 35°C mais aucun suivi de température n'est assuré. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que la température des cellules agro-pharmaceutiques ne dépasse pas 35 °C (la température maximale à laquelle l'ensemble des produits stockés est stable). Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Organisation des stockages et nature des produits stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'état des stocks de chaque cellule est disponible en permanence au bureau d'exploitation, et en particulier en cas d'accident ou de défaillance des matériels informatiques. [...]

Constats :

Les quantités de l'ensemble des produits stockés sur le site, par rubriques ICPE, sont effectivement accessibles en permanence au bureau d'exploitation via le fichier « l'état des stocks ».

A la demande de l'Inspection, un fichier de l'état de stock a été établi le 27/08/2024 à 11h03.

L'exploitant indique les rubriques ICPE (1436, 1510, 2175, 2662, 4140, 4331, 4510, 4511, 4702-IV, 4706) avec leurs descriptions et les quantités de produits se trouvant au moment de l'édition du document sur le site. Le fichier ne précise pas l'emplacement des produits des différentes rubriques.

Les quantités de produits classées sous les rubriques 4xxx et leurs emplacements dans les cellules agro-pharmaceutiques sont accessibles via « listing quotidien » (voir point 1 de ce rapport).

Les produits non classables en rubriques ICPE comme certains produits soufrés (Fluidosoufre, Heliosoufres) sont répertoriés dans l'état de stock sous la rubrique 1510.

Non-conformité 2 :

Le fichier présenté ne donne pas l'état des stocks de chaque cellule mais de l'ensemble du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'établir l'état des stocks de chaque cellule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exploitation - manipulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...]

Tous les produits phytosanitaires stockés sont conditionnés dans leur emballage d'origine sur palette.

Aucune manipulation n'est faite sur les produits eux-mêmes.

[...]

Constats :

Lors de la visite sur site, il a été constaté que l'ensemble des produits est bien stocké dans son emballage d'origine sur palettes.

Seule la cellule D5, contient une faible quantité de produits unitaires disposés sur deux étagères. Selon l'exploitant, il s'agit de produits destinés à la marque « Gamm vert ». Ces produits représentent une très faible quantité (moins d'1 %) de l'ensemble des produits présents dans la cellule.

Aucune manipulation sur les produits n'était constatée. Les employés ne sont pas en contact direct avec les produits stockés. Une consigne de sécurité est établie dans le cas d'une dispersion accidentelle d'un produit (AFF 0002 Version 3 du 26/01/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation - Les produits incompatibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Les produits incompatibles

Prescription contrôlée :

[...]

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés de façon à pouvoir, même accidentellement, entrer en contact. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion.

[...]

Constats :

La réception de produits est effectué par le « responsable du quai » qui vérifie systématiquement la compatibilité des produits entre eux. Cette vérification conduit essentiellement à la séparation des acides et des bases.

Le « responsable du quai » fait partie du personnel autorisé à accomplir cette tâche, car sa compétence a été validée par son supérieur hiérarchique et reconnue dans le tableau de polyvalence SGS (LIST/EXP/16 Version 14 du 23/07/2024) tout comme la capacité de « manipulation matières dangereuses ». Ce tableau fait l'objet d'une validation annuelle à l'occasion de la revue de direction.

Courant d'année dernière, pour faciliter le travail de ses équipes, l'exploitant a mis en place un système de double sécurité. Ce système est basé d'une part, sur les connaissances des produits (fichier FDS et bases de données (Prodate et Geode)) et d'autre part, sur un marquage systématique par A (pour acide) et par B (pour base) sur les fiches de réception des produits afin d'éviter toute confusion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La hauteur maximale de stockage dans les cellules est de 8 m, soit 4 niveaux de palettes. [...] Des allées d'au moins 3 m de large sont laissées, en permanence, libre de tout encombrement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que la hauteur de stockage dans les cellules de 8 m, soit 4 niveaux de palettes, est respectée dans l'ensemble des cellules agro-pharmaceutiques (D1, D2, D3, D4 et D5).</p> <p>Les allées sont vides, aucun encombrement n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exploitation - ouverture de portes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Portes du sas</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les deux portes du sas séparant le bâtiment phytosanitaire du magasin principal ne sont jamais ouvertes simultanément. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux portes coupe-feux de la cellule D6 sont ouvertes simultanément pendant les horaires de travail.</p> <p>Selon l'exploitant, il est difficile de respecter cette prescription sans perturber le travail de préparation des commandes et de réception des produits destinés aux cellules agro-pharmaceutiques.</p> <p>Une consigne de sécurité est affichée sur les portes de la cellule D6 indiquant que les portes doivent être fermées chaque soir à la fermeture de la plateforme. Il est interdit de caler, bloquer ou fixer les portes.</p> <p><u>Non-conformité 3 :</u></p> <p>Les deux portes du sas séparant le bâtiment phytosanitaire du magasin principal sont ouvertes simultanément pendant les horaires d'ouverture de la plateforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de ne jamais ouvrir les deux portes de la cellule D6 simultanément ou</p>

dans le cas d'impossibilité d'effectuer le travail quand les conditions imposent, par ladite prescription, de déposer une demande de modification de la prescription en apportant tous les éléments d'appréciation nécessaires (vérification EDD, scénario de PhD, MMR).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Les installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/04/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un interrupteur général, bien signalé et aisément accessible, permet de couper l'alimentation électrique de l'entrepôt sauf des moyens des secours (détection incendie, extinction automatique, désenfumage...).</p> <p>Le transformateur électrique est implanté dans un local spécial indépendant, extérieur au bâtiment [...].</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un interrupteur général, bien signalé par une pancarte « Coupure d'alimentation électrique » et aisément accessible est bien présent sur le site.</p> <p>Les transformateurs électriques sont implantés dans les deux locaux spéciaux indépendants, situés à l'extérieur du bâtiment de stockage.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés à plus de 8 m de hauteur, ils ne sont pas accessibles du sol même avec les chariots.</p>
Type de suites proposées : Sans suite